

EN RELIEF

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, procureur
Leonard Marvy, procureur

Juillet 2008

Changements

Diane Gee a été nommée présidente suppléante de la Commission des relations de travail de l'Ontario et présidente du Tribunal de l'équité salariale, postes qu'elle occupera à compter du 1^{er} août 2008. Diane a été vice-présidente de la Commission des relations de travail de l'Ontario de 1994 à 2002. Elle a passé les six dernières années au sein d'un cabinet privé. Elle apporte au Tribunal une vaste expérience comme juge, comme avocate en relations de travail et comme dirigeante administrative. Nous lui souhaitons la bienvenue à la Commission et à ses nouvelles responsabilités.

Mary Ellen Cummings a été présidente suppléante de la Commission des relations de travail de l'Ontario et présidente du Tribunal de l'équité salariale pendant plus de dix ans. Elle travaillera désormais à temps partiel et continuera d'exercer dans le domaine de l'arbitrage. Nous la remercions de ses irremplaçables contributions en tant que dirigeante, mentor et collègue et espérons continuer de bénéficier de son savoir et de ses conseils lorsqu'elle aura assumé ses nouvelles fonctions.

Résumés de décisions

Sont résumées plus bas quelques-unes des décisions que la Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTL) a rendues en mai dernier. Ces décisions paraîtront dans le numéro de mai/juin des rapports de la CRTL. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à www.canlii.org.

Loi sur la négociation collective des employés de la Couronne – Pratiques et procédures – Pratique déloyale de travail – Témoin –

L'affaire porte sur des événements survenus il y a plus de vingt-cinq ans qui ont été mis en lumière récemment – Les parties ont demandé à la Commission de déterminer tout d'abord si elle avait compétence pour instruire une plainte concernant une enfreinte à des articles de l'ancienne LNCEC (si les allégations étaient établies, la plainte était opportune et la Commission accorderait réparation) – Invoquant la *Loi de 2006 sur la législation*, la Commission a conclu que les droits des plaignants étaient issus de l'ancienne LNCEC et que l'abrogation de celle-ci n'y portait pas atteinte; la nouvelle LNCEC abrogeait l'ancienne et l'instance devait se conformer à la nouvelle LNCEC, sauf indication contraire – La Commission a également fait remarquer que les droits doivent être revendiqués dans un forum quelconque et qu'une analyse pertinente a conclu que l'expertise de la Commission est plus appropriée dans les circonstances que celle des tribunaux – Par conséquent, la Commission a compétence pour instruire la plainte – L'affaire se poursuit.

GOVERNMENT OF ONTARIO (MINISTRY OF COMMUNITY SAFETY AND CORRECTIONAL SERVICES); RE OPSEU, ROBERT GORDON, MICHAEL MCKINNON, WILLIAM BRADLEY, ROBERT MOREAU, JOE D'ANDREA ET STEPHEN LONSDALE; Dossier n° 0840-07-U; Date : 9 juin 2008; Comité d'audition : Ian Anderson (9 pages)

Industrie de la construction – Mesures de redressement provisoire – Conflit de compétence – Pratiques et procédures – Grève – Le local 793 réclamait une ordonnance provisoire qui retournerait les fonctions de signaleur du local 506 à ses membres en attendant le règlement de la principale requête – Ellis-Don, qui est liée par des conventions collectives au local 506, a donné du travail en

sous-traitance à Metric qui est liée par des conventions collectives au local 793, mais pas au local 506 – Metric a assigné les fonctions de signaleur au local 793 – Le local 506 a réussi à persuader Ellis-Don de modifier l'attribution des tâches et de les lui affecter – La Commission a conclu qu'une ordonnance provisoire ne pouvait être rendue simplement parce que l'entrepreneur général responsable du projet avait décidé de modifier l'attribution des tâches après avoir été pressé de le faire par un des syndicats négativement affectés par l'attribution initiale – La Commission n'a découvert dans les déclarations déposées aucune preuve directe de menace de faire grève, de causer une grève ou de déranger autrement le travail au site du projet – En l'absence des preuves susmentionnées et comme l'existence d'une menace a été démentie explicitement et vraisemblablement, la Commission a jugé qu'une ordonnance provisoire serait inappropriée – La requête est rejetée; l'affaire se poursuit.

METRIC CONTRACTING SERVICES CORPORATION; RE IUOE, LOCAL 793; RE LIUNA, LOCAL 506, ELLIS-DON CONSTRUCTION LTD.; Dossier n° 0452-08-M; Date : 12 juin 2008; Comité d'audition : Harry Freedman (8 pages)

Devoir de juste représentation – Pratiques et procédures – On a demandé à la Commission de rendre une ordonnance d'exclusion à l'égard de l'agent qui représentait les plaignants – La Commission a jugé que le représentant offrait des services juridiques en contravention de la *Loi sur la Société du barreau* (il n'avait pas de permis et n'était pas exempté des exigences) – La Commission a conclu qu'elle avait l'autorité de rendre l'ordonnance réclamée en vertu de ses pouvoirs de procédure et de l'article 23 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales* – La Commission a noté que les parties souhaitaient choisir leur propre représentant, mais qu'il fallait examiner la question à la lumière des normes de délivrance du permis de parajuriste récemment promulguées qui ont modifié la situation – La Commission a reconnu que certaines circonstances l'auraient peut-être incitée à autoriser le représentant à rester, mais cette affaire récemment déposée n'était pas l'une d'entre elles. Le représentant est révoqué comme agent des plaignants.

NANCY GULYAS, SYLVIA JOHNSON et al; RE OPSEU AND ITS LOCAL 380; RE MUSKOKA ALGONQUIN HEALTHCARE; Dossier n° 0292-08-U; Date : 26 juin 2008; Comité d'audition : Brian McLean (4 pages)

Devoir de juste représentation – Pratiques et procédures – On a demandé à la Commission d'ordonner qu'un agent ne soit pas autorisé à représenter une partie devant elle – La Commission a jugé que l'agent ne respectait pas les normes de délivrance du permis de parajuriste récemment promulguées et ne satisfaisait pas aux exemptions énoncées dans les règlements administratifs du Barreau – La Commission a conclu qu'elle pouvait exercer son pouvoir de rendre une ordonnance en vertu de ses pouvoirs de procédure et de l'article 23 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales* – La Commission a exclu l'agent comme représentant du dossier dans l'affaire dont elle était saisie, mais a décidé de ne pas rendre une ordonnance générale à ce moment-ci – La Commission a noté que la participation continue d'un particulier non autorisé à de nouvelles instances portées devant elle ou le défaut d'un particulier d'organiser le transfert ordonné des dossiers aux représentants autorisés pourrait l'inciter à envisager une ordonnance plus générale – Le représentant est révoqué comme agent des plaignants.

TRACIE JONES; RE OPSEU; RE MINISTRY OF COMMUNITY SAFETY AND CORRECTIONAL SERVICES; Dossier n° 0781-06-U; Date : 26 juin 2008; Comité d'audition : Ian Anderson (7 pages)

Instances judiciaires

Grief dans l'industrie de la construction – Révision judiciaire – La Commission a jugé que les travaux de restauration après sinistre effectués par les membres de la FIOE étaient régis par l'entente provinciale plutôt que par la GPMA, puisqu'il s'agissait de travaux de réparation et non d'entretien – La Commission a également jugé que l'estoppel ne s'appliquait pas – À la demande du syndicat, la partie gagnante, la Commission a présenté d'autres motifs – Une majorité de la cour a conclu ce qui suit : la norme de contrôle judiciaire appropriée était le caractère raisonnable; la Commission avait compétence pour présenter des motifs supplémentaires; ces motifs, bien que moins complets et minutieux que les motifs généralement présentés par les membres de cette Commission, étaient adéquats; la Commission n'a pas incorrectement défini les questions à examiner; et la Commission n'a pas commis d'erreur en appliquant la doctrine d'estoppel – La cour a précisé que, même si la Commission avait tiré de l'application de la doctrine d'estoppel une conclusion différente de celle d'un autre groupe d'experts, cela ne signifiait pas que sa décision était déraisonnable – Sa décision était dans les limites des résultats

raisonnables, vu les faits dont elle était saisie – La requête en vue d'obtenir une révision judiciaire est rejetée.

JACOBS CATALYTIC LTD.; RE IBEW, LOCAL 353; THE ELECTRICAL TRADE BARGAINING AGENCY OF THE ELECTRICAL CONTRACTORS ASSOCIATION OF ONTARIO, GENERAL PRESIDENTS' MAINTENANCE COMMITTEE FOR CANADA AND THE OLRB; Dossier n° 3737-05-G (Dossier de la Cour n° 117/07); Date : 4 juin 2008; Comité d'audition : Cumming and Swinton (15 pages); et R. Smith JJ. (8 pages)

Les décisions rapportées dans le présent bulletin figureront dans les rapports de la Commission des relations de travail de l'Ontario. Des copies des premières versions des rapports de la Commission sont consultables, à titre de référence, à la Bibliothèque des tribunaux de travail de l'Ontario, au 505, avenue University, 7^e étage, Toronto.

Procédures judiciaires en instance

Intitulé et numéro du dossier du tribunal	N° du dossier de la Commission	Statut
Govin Misir v. S. Lalgudi Vaidyanathan et al Dossier de la Cour divisionnaire n° 566/07	2966-03-ES; 3389-03-ES; 3390-03-ES	En instance
LIUNA v. Barclay Construction et al Dossier de la Cour divisionnaire n° 310/08	0837-06-R	En instance
Solid Gold Inn Dossier de la Cour divisionnaire n° 224/08	3823-07-ES	En instance
LIUNA, Local 183 (PineValley Enterprises) Dossier de la Cour divisionnaire n° 201/08	0910-07-R	En instance
LIUNA, Local 183 (Saddlebrook) Dossier de la Cour divisionnaire n° 201/08	3414-06-R et al	En instance
BCC Constructors v. International Union of Painters Dossier de la Cour divisionnaire n° 138/08	3174-06-R	En instance
Edgewater Gardens Long Term v. OPSEU Dossier de la Cour divisionnaire n° 08-0015	3166-07-R	En instance
Jacobs Catalytic Ltd. v. IBEW Local 353 Dossier de la Cour divisionnaire n° 66/08	2127-05-G; 3437-05-G	En instance
Ottawa Fertility Centre v. Ontario Nurses Association, OPSEU, CUPE Local 4000, Ottawa Hospital and OLRB Dossier de la Cour divisionnaire n° DV-08-1394 OTTAWA	1531-06-PS	En instance
Puri Sons Inc. o/a Tally Ho Manor v. Director of Employment Standards et al Dossier de la Cour divisionnaire n° 30/08	1490-06-ES; 1491-06-ES	En instance
Ottawa-Carleton Public Employees Union (CUPE), Local 503 v. City of Ottawa et al Dossier de la Cour divisionnaire n° 423/07	1386-06-R	En instance
Dev Misir v. Muluneshi F. Agago et al Dossier de la Cour divisionnaire n° 281/07	0769-06-ES	2 octobre 2008
Dr. Oliver Bajor v. OLRB Dossier de la Cour divisionnaire n° 258/07	0353-06-ES	Affaire entendue le 29 mai 2008, décision mise en délibéré
Jacobs Catalytic Ltd. v. IBEW Local 353 et al Dossier de la Cour divisionnaire n° 117/07	3737-05-U	Demande rejetée – 4 juin 2008 Demande d'autorisation à la Cour d'appel
Dana Horochowski v. OECTA; York Catholic DSB Dossier de la Cour divisionnaire n° 93/07	1115-04-U	20 octobre 2008
Janet Kitson v. OLRB et al Dossier de la Cour divisionnaire n° 492/06	4205-02-U	En instance
Abduraham, Abdoulrab v. Novaquest Finishing Dossier de la Cour divisionnaire n° 327/06	2222-04-ES, 2223-04-ES, 2224-04-ES	Demande rejetée – 13 août 2007 Demande d'autorisation à la Cour d'appel
City of Hamilton v. Carpenters, Local 18 Dossier de la Cour divisionnaire n° 209/06	1785-05-R	En instance